

# Procès-Verbal du Conseil Municipal

## Séance du jeudi 12 Novembre 2015

20h30 – Salle du Conseil Municipal



**L'an deux mille quinze, le jeudi 12 novembre à 20h30**, le Conseil Municipal, légalement convoqué s'est réuni à la Mairie de Marolles en Brie, salle du Conseil Municipal, en séance publique, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour, sous la présidence de :

**Madame Christine GUILLETTE, Maire de Marolles en Brie**

Etaient présents MM les Conseillers Municipaux, lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement, en exécution de l'article L 2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**PRÉSENTS** : M. Jean-Claude DARCY, M. Patrick CHANUT, Mme Brigitte JOULOT-VIBRAC, M. Bernard ANDRÉ, M. Frédéric WEISS, Mme Florence BERTHEAU et M. Patrick MOIREAU.

**ONT DONNÉ POUVOIR** : Mme Christine CASSUS à Mme Christine GUILLETTE

**ABSENTS EXCUSÉS** : M. Frédéric DEVARREWAERE

**ABSENTS NON EXCUSÉS** : Mme Florence RICHARD

Nombre de Conseillers Municipaux

En exercice : 11

Présents : 8

Pouvoirs : 1

Votants : 9

**Date de convocation** : le 5 novembre 2015

**Date d'affichage** : le 5 novembre 2015

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :**

Conformément à l'article L 2541-6 du Code général des collectivités territoriales, M. Bernard ANDRÉ a été élu pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

**\*\*\***

# ORDRE DU JOUR

## I - APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL

✓ Approbation du procès-verbal de la séance du 22 septembre 2015

Le procès-verbal de la séance du mardi 22 septembre 2015, préalablement transmis aux conseillers municipaux est adopté sans observation, à l'unanimité.

## II – DELIBERATIONS

### 1 – **Délibération N°2015-11/43** : Décisions modificatives sur budget communal et assainissement

Mme le Maire, rapporte qu'il est nécessaire de modifier le budget communal et assainissement.  
Considérant qu'une décision modificative du budget communal et assainissement s'impose, le Conseil Municipal vote :

☞ Budget communal :

Chapitre 011	article 61523	<b>moins</b>	7 950 €
Chapitre 65	article 6554	<b>plus</b>	7 950 €

Chapitre 011	article 61523	<b>moins</b>	30 €
Chapitre 67	article 6718	<b>plus</b>	30 €

☞ Budget assainissement :

Chapitre 13	article 131	<b>plus</b>	1 086 €
Chapitre 23	article 2315	<b>moins</b>	1 086 €

Le Conseil Municipal adopte à l'unanimité les décisions modificatives du budget communal et assainissement.

### 2 – **Délibération N°2015-11/44** : Vente d'un bien communal à M. et Mme Weiss

Considérant le bien immobilier sis au 23 rue du Cèdre, propriété de la commune de Marolles en Brie,  
Considérant l'estimation des Domaines de Melun,  
Considérant les différentes expertises des agences immobilières,  
M. Frédéric Weiss ne prend pas part au vote.

**Après en avoir délibéré**, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **décide** la vente de la propriété immobilière sise au 23 rue du Cèdre, cadastrée B 235, 252 m<sup>2</sup> au prix de 40 000 €, à M. et Mme Weiss demeurant au 25 rue du Cèdre à Marolles en Brie,
- **autorise** Madame le Maire à signer tout acte, administratif ou notarié et à intervenir pour tout document se rapportant à cette affaire,

### 3 – **Délibération N°2015-11/45** : Vente d'un terrain communal à M. Perrin

Considérant le terrain agricole sis au Champ Colson, propriété de la commune de Marolles en Brie,  
Considérant l'estimation des Domaines de Melun,

**Après en avoir délibéré**, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **décide** la vente du terrain agricole sis au Champ Colson, cadastré ZD 37 - 1940 m<sup>2</sup> au prix de 2 500 € à l'exploitant agricole de cette parcelle, M. Perrin demeurant Hameau de Rouville à Beauthail,
- **autorise** Madame le Maire à signer tout acte, administratif ou notarié et à intervenir pour tout document se rapportant à cette affaire,

#### 4 – **Délibération N°2015-11/46** : l'assurance groupe du Centre de Gestion

Mme Le Maire expose :

- l'opportunité pour la Commune de pouvoir souscrire un ou plusieurs contrats d'assurance statutaires garantissant les frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents ;
- que le Centre de Gestion peut souscrire un tel contrat pour son compte, en mutualisant les risques ;
- que le Centre de Gestion propose aux communes et établissements qui le souhaitent une prestation d'accompagnement à l'exécution du marché.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26 ;

Vu le Décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 (alinéa 2) de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les Centres de Gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

Vu le Décret n° 98.111 du 27 février 1998 intégrant les contrats d'assurance des collectivités locales dans le Code des Marchés Publics ;

Vu le Code des Marchés Publics ;

Vu l'expression du conseil d'administration du Centre de Gestion en date du 17 septembre 2015 ayant fait vœu d'une mission facultative consistant à assister les collectivités et établissement souscripteurs du contrat à l'exécution de celui-ci et ayant chargé son Président de soumettre cette proposition aux collectivités et établissements publics du département.

Décide :

**Article 1er** : La commune autorise Madame Le Maire à donner mandat au Centre de Gestion afin de souscrire pour son compte des conventions d'assurance couvrant les risques statutaires du personnel auprès d'une compagnie d'assurance agréée, cette démarche pouvant être entreprise par plusieurs collectivités territoriales intéressées selon le principe de la mutualisation.

Les caractéristiques de ces conventions seront les suivantes :

- Durée du contrat : **4 ans à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2017**

- Régime du contrat : **Capitalisation**

- Risques garantis pour la collectivité :

☒ Employant des agents titulaires, stagiaires, non titulaires affiliés à l'**IRCANTEC** : **TOUS RISQUES (1)**

☒ Employant **jusqu'à 29 agents** titulaires ou stagiaires affiliés à la **CNRACL** : **TOUS RISQUES (1)**

## **Article 2 :**

☒ Charge le CDG77 de l'assister dans les actes d'exécution du présent marché une fois celui-ci souscrit (1)

☐ Ne charge pas le CDG77 de l'assister dans les actes d'exécution du présent marché une fois celui-ci souscrit (1)

(1) Cocher le choix retenu

**Article 3 :** La commune autorise Mme le Maire à signer les conventions résultant du mandat donné.

### **5 – *Délibération N°2015-11/47 : SNE adoption du RPQS 2014***

Mme le Maire expose le **R**apport annuel sur le **P**rix et la **Q**ualité du **S**ervice public de l'eau potable (RPQS) et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, adopte le RPQS.

### **6 – *Délibération N°2015-11/48 : Remboursement correspondant à la rétrocession d'une concession au cimetière communal***

Vu le code général des collectivités territoriales et plus spécialement son article L 2122-22, 8° ;

Considérant la demande de rétrocession présentée par Mme GARDIN née BUTON, habitant au 60 Avenue de Lattre de Tassigny 77120 COULOMMIERS et concernant la concession funéraire dont les caractéristiques sont :

Acte en date du 1<sup>er</sup> décembre 1999

Enregistré par la trésorerie de la Ferté Gaucher, le 28 décembre 1999

Concession temporaire (de 30 ans)

Au montant réglé de 45,73 euros

Celle-ci n'ayant pas été utilisée jusqu'à ce jour et se trouvant donc vide de toute sépulture, Mme GARDIN née BUTON déclare vouloir rétrocéder la dite concession, à partir de ce jour, à la commune afin qu'elle en dispose selon sa volonté, contre le remboursement de la somme de 21,34 euros.

Le conseil municipal, à l'unanimité **DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** La concession funéraire N°208 est rétrocédée à la commune au prix de 21,34 €.

**Article 2 :** Cette dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 67 du budget de la commune.

### **7 – *Délibération N°2015-11/49 : SDESM adhésion de la commune Saint Thibault des Vignes***

Vu la loi n°2006-1537 du 7 décembre 2006 relative au secteur de l'énergie et, notamment, son article 33,

Vu la délibération n° 2015-56 du Syndicat Départemental des Energies de Seine et Marne portant approbation de l'adhésion de la commune de Saint-Thibault-des-Vignes,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, APPROUVE l'adhésion de la commune de Saint-Thibault-des-Vignes au SDESM.

## **8 – Délibération N°2015-11/50 : Taxe d'Aménagement**

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 331-1 et suivants ;

Considérant que les abris de jardin soumis à déclaration préalable peuvent, depuis l'entrée en vigueur de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014, être exonérés en tout ou partie de la taxe d'aménagement par les organes délibérants des communes.

Le conseil municipal décide, à l'unanimité

- de reconduire le taux, déjà en vigueur, de la taxe d'aménagement de 2,5% sur l'ensemble du territoire communal à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016,
- d'exonérer en totalité, en application de l'article L 331-9 du code de l'urbanisme, les abris de jardin soumis à déclaration préalable.

La présente délibération est valable pour une durée d'un an reconductible. Elle est transmise au service de l'État chargé de l'urbanisme dans le département au plus tard le 30 novembre de chaque année.

## **9 – Délibération N°2015-11/51 : SIANE Projet de Schéma départemental de coopération intercommunale**

Mme le Maire expose le Projet de Schéma départemental de coopération intercommunale,  
Vu la délibération N°2015-033 du Président du SIANE du 5 novembre 2015,  
Le Conseil Municipal, à l'unanimité, demande que le SIANE soit pérennisé.

## **10 - Mise en place d'un défibrillateur**

Le conseil municipal est d'accord sur le principe d'installer un défibrillateur sur la commune.  
Des demandes de devis vont être faites et une demande au SDIS sera faite pour l'emplacement et l'utilisation.

## **11 – Délibération N°2015-11/52 : CARED, entretien extérieur, espaces verts**

Mme le Maire propose d'employer quelques heures par semaine, suivant la période et la saison, une personne de la Cared pour effectuer des travaux d'entretien à l'extérieur comme les espaces verts, le nettoyage à haute pression et autres sur le domaine communal.  
Le Conseil Municipal accepte à l'unanimité.

## **12 - Planning des élections du 6 et 13 décembre 2015**

### **Le 6 décembre 2015**

Heure	1er assesseur	2ème assesseur	3ème assesseur
8h - 12h	Frédéric DEVARREWAERE	Florence BERTHEAU	Patrick MOIREAU
12h - 15h	Christine GUILLETTE	Patrick CHANUT	Bernard ANDRE
15h - 18h	Brigitte JOULOT VIBRAC	Jean-Claude DARCY	Christine CASSUS

### **Le 13 décembre 2015**

<b>Heure</b>	<b>1er assesseur</b>	<b>2ème assesseur</b>	<b>3ème assesseur</b>
8h - 12h	Bernard ANDRE	Florence BERTHEAU	Patrick MOIREAU
12h - 15h	Frédéric WEISS	Patrick CHANUT	Christine GUILLETTE
15h - 18h	Frédéric DEVARREWAERE	Brigitte JOULOT VIBRAC	Jean-Claude DARCY

### *13 - Organisation du Noël des enfants du 11 décembre 2015*

Les membres du Conseil Municipal réaliseront le buffet pour cette soirée. Les devis reçus étant prohibitifs.

### **III - DIVERS**

#### *- Décorations de Noël*

Les décorations seront installées avant le Marché de Noël, organisé par SLD, soit le mercredi 25 novembre à 14h.

#### *- Fusion intercommunalité*

Les intercommunalités qui sont inférieures à 35 000 habitants, ont pour obligation de fusionner avec une intercommunalité de plus de 35 000 habitants. Ce qui est le cas pour l'intercommunalité de la Brie des Moulins (Pommeuse, Faremoutiers, Guérard et Dammartin sur Tigeaux).

#### *- Route Bois St Georges*

L'entreprise Wiame refait la facture, prend en charge le carottage et effectue une attestation de 10 ans de garantie.

#### *- Route de Malnoue*

Réalisation des travaux se fera avant la fin de l'année.

#### *- Vols de panneaux*

Certains panneaux ont été retrouvés par la mairie d'Amillis, Patrick Chanut se charge de les récupérer d'ici quelques jours.

#### *- Conseil d'école*

Les effectifs ne bougent pas trop. La classe découverte à Bois le Roi est financée par 1/3 par la coopérative, 1/3 par le RPI et 1/3 par les parents.

La bourse aux livres aura lieu les 20 et 24 novembre 2015 sur Marolles.

#### *- Question publique : la 2<sup>ème</sup> adjointe a-t-elle donnée sa démission ?*

Non, la 2<sup>ème</sup> adjointe n'a toujours pas donné sa démission. Le conseil municipal ne peut donc pas ré imputer ses commissions externes.

#### *- N'est-il pas obligatoire de faire voter le Conseil Municipal pour le maintien ou non de son poste ?*

La mairie se renseigne auprès de la Sous-Préfecture.

**\*\*\***

**L'ordre du jour étant épuisé, la séance est clôturée à 22h20.**



Fait et délibéré en séance, les, jour, mois et an susdits.